

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 15/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FLOCRYL (ex SNF SAS)**

Parc d'activité de l'étoile  
Rond Point de la porte de Lille  
59760 Grande-Synthe

Références : -

Code AIOT : 0003801297

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement FLOCRYL (ex SNF SAS) implanté 8190 Route départementale 601 port 8190 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLOCRYL (ex SNF SAS)
- 8190 Route départementale 601 port 8190 59820 Gravelines
- Code AIOT : 0003801297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site, qui est classé SEVESO seuil haut, est autorisé, par arrêté préfectoral du 25/05/2022, à exploiter :

- une unité de production de polymères polyacrylamides. La capacité de production annuelle est de 200 000 tonnes d'acrylamide (AM) à 50% et de 120 000 tonnes de polyacrylamide (PAM).
- deux unités de production de monomères VIFO d'une capacité maximale totale de 8 000 t/an (4 000 t/unité).

La mise en service en août 2024 ne concerne qu'une unité VIFO qui comprend notamment:

- Une zone réactionnelle ;
- une zone de purification du produit intermédiaires MEF ;
- une zone de pyrolyse ;
- une seconde zone de purification (produit fini) ;
- une zone utilités composée d'un bâtiment avec deux chaudières et les groupes froid + TAR ;
- une zone de traitement des effluents gazeux (RTO) ;
- une zone de recyclage du solvant.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article 4.4.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Gestion des rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article 8.4.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article 10.2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, article 4.2.1	Sans objet
2	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, article 4.3.2	Sans objet
3	Convention de déversement	Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, article 4.4.5	Sans objet
4	Equipements Point de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article 4.4.6.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection sur le thème de l'eau a permis de constater les difficultés rencontrées par l'exploitant dans le démarrage de la station de traitement interne. Des compléments sont attendus au regard de la gestion actuelle de l'effluent en externe. Dans l'attente de ceux-ci, il est demandé à l'exploitant de suspendre l'envoi de ces effluents vers les stations d'épuration urbaine de Calais

etGrande-Synthe

Par ailleurs, des éléments sont également attendus suite aux différents constats réalisés dans le cadre du stockage de l'effluent à traiter dans la fosse 58.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, article 4.2.1					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvements d'eau					
<b>Prescription contrôlée :</b>					
<p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p>					
<p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p>					
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	C o d e S A N D R E	Prélèvements m a x i m a l a n n u e l ( m <sup>3</sup> / a n )	Débit horaire (m <sup>3</sup> /h)	D é b i t journalier (m <sup>3</sup> /j)
Réseau d'eau	Réseau d'eau industrielle provenant d ' u n p o m p a g e dans le canal d e B o u r b o u r g	AG001	880 000	200	3500
Réseau d'eau	réseau d'eau public AEP	AT61	18 000	2,5	55
<b>Constats :</b>					
<p>L'exploitant renseigne, via l'outil GIDAF, les prélèvements journaliers dans le réseau AEP et le réseau d'eau industrielle. Il n'a pas été constaté de dépassements des valeurs journalières</p>					

autorisées (cf. l'outil ne permet de renseigner que les données journalières) pour l'année 2025.

Le site qui était en arrêt pour maintenance en avril n'a redémarré son activité qu'en septembre du fait d'un incident survenu en avril. Malgré cet arrêt, les prélèvements d'eau dans le canal de Bourbourg (eau industrielle) sont restés conséquents sans toutefois dépasser les valeurs limites autorisées.

L'exploitant précise que pendant les arrêts de production, les consommations d'eau sont liées aux besoins :

- de la station d'épuration (maintien de l'activité des bactéries aérobies), soit environ 100 m<sup>3</sup>/j;
- de l'unité de traitement de l'eau (dimensionnée pour les unités PAM/AM et VIFO), principalement pour le nettoyage des filtres à sable et charbon, de l'unité d'ultrafiltration soit environ 400 m<sup>3</sup>/j;
- de la réalisation de tests hydrauliques des installations;
- de nettoyage des équipements.

Des études sont en cours afin d'étudier la possibilité de by-passer une partie des équipements relatifs au traitement de l'eau de canal (cf. les filtres à sable et à charbon sont dimensionnés pour l'ensemble du site et sont donc pour le moment surdimensionnés).

Enfin, l'exploitant a indiqué ne pas recycler l'eau de pluie à ce jour; même si les installations sont prévues pour cette réutilisation. L'exploitant rencontre actuellement des problèmes importants dans le traitement des eaux usées de process et il souhaite donc avant recyclage de l'eau de pluie fiabiliser le traitement des eaux usées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Remarque 1** : il convient de s'interroger sur les mesures qui pourraient être mises en place pour limiter les prélèvements dans le canal de Bourbourg et notamment au niveau des besoins des filtres à sable et filtres à charbon.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : plan des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, article 4.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, plan

#### **Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)

- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### Constats :

L'exploitant a présenté différents plans pour répondre à cette prescription. Des plans existent par catégorie d'eau (ex. eaux pluviales, eaux usées, ...)

Il est parfois difficile en première approche de bien comprendre les différents plans présentés. En effet, certaines couleurs utilisées pour différencier les réseaux sont parfois très proches l'une de l'autre et il est donc difficile d'identifier le tracé du réseau pour l'Inspection. Par ailleurs, certains plans n'ont pas une légende suffisamment précise. A titre d'exemple, il n'est pas identifié la signification du réseau EPG sur un plan qui après recherche en amont de l'inspection, signifie Eaux Usées Process.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Remarque 2** : les plans pourraient être améliorés par le choix des couleurs des réseaux et la mise en place d'une légende précise.

**Type de suites proposées** : Sans suite

#### N° 3 : Convention de déversement

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 25/05/2022, article 4.4.5

**Thème(s)** : Risques chroniques, convention

#### Prescription contrôlée :

[...]Convention spéciale de déversement établie avec le GPMD[...]

#### Constats :

L'exploitant a présenté la convention de déversement avec le Grand Port Maritime de Dunkerque (GPMD) (version V5 du 26/06/2020) signée le 02/07/2020.

Cette convention ne prévoit pas de valeur limite d'émission pour les rejets d'eaux résiduelles industrielles et précise que les eaux rejetées doivent respecter les valeurs limites des rejets précisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et ses éventuelles mises à jour.

**Type de suites proposées** : Sans suite

#### N° 4 : Equipements Point de prélèvement

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article 4.4.6.3

**Thème(s)** : Risques chroniques, point de prélèvement

#### Prescription contrôlée :

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le point de prélèvement est correctement équipé. Il n'a pas été vérifié que l'enregistrement des données était correctement réalisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Valeurs limites d'émission**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article 4.4.9.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission - rejet 2a</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux définies à l'annexe 2 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant renseigne via l'outil GIDAF les résultats de son autosurveillance. Les résultats de l'année 2025 (janvier à août) mettent en évidence le respect des valeurs limites d'émission (concentrations et flux) pour le rejet 2a à l'exception de quelques dépassements ponctuels pour les paramètres MES, DCO, P et azote. L'exploitant justifie par des commentaires sous GIDAF les raisons de ces dépassements et les mesures mises en place (ex. dysfonctionnement du décanteur lamellaire).</p> <p>A noter que la mesure des paramètres acrylamide, acrylonitrile et acide acrylique est liée à la fabrication d'un polymère du fait de la présence de ces matières comme matière première. L'atelier n'a pas encore été mis en service et les matières premières ne sont donc pas présentes sur site. L'exploitant ne réalise donc pas l'analyse de ces 3 paramètres.</p> <p>En séance, l'exploitant a précisé que compte tenu des problèmes rencontrés actuellement sur la station de traitement des eaux, les effluents aqueux du site sont gérés en externe. En conséquence, les données renseignées dans GIDAF ne correspondent qu'aux eaux de purge (filtre à sable, filtre à charbon, ultrafiltration, osmoseurs et eaux pluviales).</p> <p>Dans son dossier de porter à connaissance relatif à la mise en place d'un évaporateur déposé en mars 2025, l'exploitant avait précisé "<i>qu' actuellement, les rejets issus de la STEP sont envoyés vers des centres de traitement pour incinération</i>". L'exploitant a précisé (courriel du 13/11/2025) que l'effluent avait été envoyé chez Sotrenor à Courrières (62) du 27/12/2024 au 10/04/2025 et qu'ensuite il a été envoyé par camion vers les stations d'épuration urbaines de Calais ou de Grande-Synthe, pour un volume d'environ 100 m<sup>3</sup>/j. Dans l'attente de leur envoi pour traitement à l'extérieur, l'exploitant indique que l'effluent était stocké dans le bassin d'orage et que la pompe de relevage avait été consignée en sortie de bassin d'orage pour éviter un rejet.</p> <p>Par courriel du 13/11/2025, l'exploitant a transmis les 2 conventions signées avec les gestionnaires de chacune des deux stations. A noter que celle de Grande-Synthe n'est signée que par l'exploitant. L'exploitant a également transmis la caractérisation de l'effluent : DCO : 842 mg/l, MEST : 545 mg/l, pH : 8,35 et Azote: 272 mg/l. Ces valeurs respectent les valeurs imposées par les 2 conventions.</p>

L'exploitant n'a pas, à ce jour, apporté la démonstration que la composition de son effluent était compatible avec la composition des effluents que les stations de Calais et Grande-Synthe sont autorisées à traiter.

Par ailleurs, les résultats d'autosurveillance sous GIDAF montrent un volume rejeté d'environ 33 000 m<sup>3</sup> pour le mois de janvier 2025. Compte tenu que, selon l'exploitant, l'effluent rejeté n'était constitué que des eaux de purge (environ 15 000 m<sup>3</sup> selon l'exploitant) et des eaux pluviales, ce volume rejeté semble conséquent.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Remarque 3 :** afin d'améliorer la traçabilité des résultats, il conviendrait de préciser dans le logiciel GIDAF que les eaux usées de process ne sont pour le moment pas rejetées dans le bassin maritime. Par ailleurs, les explications transmises pour justifier les causes des dépassements pourraient être plus précises afin d'en améliorer la compréhension.

**Demande 1 :** il convient de justifier, sous 1 mois, la composition du volume d'effluent rejeté en janvier (15 000 m<sup>3</sup> d'eaux de purge et 18 000 m<sup>3</sup> d'eaux pluviales)

**Demande 2 :** il convient de transmettre, sous 1 mois, les éléments permettant de justifier qu'il n'y a pas eu de rejet d'eaux du bassin d'orage vers le bassin maritime au cours du mois de janvier 2025.

**Demande 3 :** il convient de transmettre sous 1 mois la convention signée par les 2 parties concernant l'envoi d'effluents vers la station d'épuration de Grande-Synthe.

**Demande 4 :** il convient de suspendre, sans délai à compter de la réception du présent rapport, les transferts d'effluents vers les stations de Calais et Grande-Synthe dans l'attente de la démonstration demandée ci-dessous. Dans l'attente des éléments demandés ci-dessous, il vous appartient d'envoyer votre effluent vers un établissement dûment autorisé à cet effet.

il convient de transmettre sous 1 mois la démonstration que les stations de Calais et Grande-Synthe sont en mesure de traiter de manière satisfaisante l'effluent et que celui-ci peut-être assimilé à un effluent domestique (cette démonstration est nécessaire pour que les installations qui prennent en charge votre effluent n'aient pas à être classées en tant qu'installations de traitement de déchets). Cette démonstration devra être accompagnée d'une caractérisation complète de l'effluent. Compte tenu des paramètres recherchés dans l'analyse de l'eau du Pz D1 (cf. résultats Flandres analyses de l'eau du Pz D1 en octobre 2025) suite au constat de pollution liée au stockage de l'effluent à traiter dans la fosse 58, il convient, a minima, de reprendre les paramètres détectés pour la caractérisation complète de l'effluent.



**Demande 5** : il convient d'apporter la justification que les stations de Calais et Grande-Synthe disposent du récépissé de déclaration ou de l'arrêté d'autorisation au titre de la rubrique 2.1.1.0 ( «Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales ») de la nomenclature "loi sur l'eau".

**Demande 6** : il convient de transmettre sous 2 mois, un échéancier relatif à la remise en service de la station interne.

Il vous est rappelé que :

Les effluents industriels acheminés avec rupture de charge (envoi par camion à l'extérieur du site) sont des déchets, qu'ils soient orientés vers des installations de gestion ou épandus. Leur producteur est donc responsable de leur gestion dans une filière appropriée au titre de l'article L541-2 du code de l'environnement et doit respecter la traçabilité appropriée à la dangerosité de l'effluent. En application de l'article L541-7.1 du code de l'environnement, le producteur doit disposer des informations nécessaires au bon traitement de ces effluents.

Par ailleurs si la justification de la capacité des stations de Calais et Grande-Synthe à traiter de manière satisfaisante ne pouvait être apportée, il conviendrait alors de ne plus envoyer l'effluent vers ces 2 stations.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 15 jours

#### N° 6 : Gestion des rétentions

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article 8.4.1.3

**Thème(s)** : Risques chroniques, gestion des eaux pluviales dans les rétentions

**Prescription contrôlée** :

[...]

Les rétentions doivent être maintenues propres et disponibles. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats** :

<p>A noter que l'inspection s'est déroulée le jour de la tempête "Benjamin" et qu'elle n'était donc pas propice à ce que les rétentions soient vides.</p> <p>L'exploitant a indiqué en séance que les rétentions étaient en béton sans revêtement.</p> <p>Un suivi annuel des rétentions est réalisé via la GMAO pour le rappel des échéances. La trame pour le suivi ( SUP-IS-0002-F- Rév 0) des rétentions est équivalente au suivi réalisé dans le cadre du suivi PM2I (Plan de Modernisation des Installations Industrielles).</p> <p>Par courriel du 28/10/25, l'exploitant a transmis différents procès-verbaux relatifs à la réception du système d'étanchéité des rétentions. Au regard des documents transmis, il s'avère que de nombreux ouvrages font l'objet d'observations (ex. multiples fissures à réparer) par la société ayant réalisé le contrôle.</p> <p>A partir de ces observations, l'exploitant a établi un fichier de suivi ("SNF WATER SCIENCE -listing - suivi fissures du 12.08.2025") qui reprend l'ensemble des observations formulées. Le fichier transmis ne permet pas de savoir si les réparations ont été effectuées compte tenu que les colonnes relatives à l'été 2025 n'ont pas été renseignées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande 7</u></b> : l'exploitant transmet sous 1 mois, le fichier susvisé complété pour l'année 2025 et un échéancier reprenant les actions/mesures qu'il envisage de mettre en place pour réparer les fissures qui subsisteraient.</p> <p>Le fichier de suivi pourrait éventuellement être complété par une colonne précisant si l'ouvrage est utilisé ou non.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Piézomètres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2022, article 10.2.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance piézométrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant propose au préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté, un programme de surveillance des eaux souterraines, établi conformément à la prestation « Conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2.</p> <p>Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme prévu par l'article 10.2.4.2 de son arrêté préfectoral du 22/05/2022, l'exploitant a transmis le programme de surveillance des eaux souterraines par courrier du 02/02/2024. Ce programme prévoit une surveillance 2 fois par an des eaux souterraines. A la suite d'une remarque de l'inspection, l'exploitant a ajouté le suivi des matières premières et de la salinité.</p>

Les paramètres analysés lors des 2 campagnes réalisées en novembre 2024 et avril 2025 correspondent à ceux retenus dans le programme de surveillance.

L'exploitant renseigne les résultats d'analyses dans l'outil GIDAF.

L'exploitant a indiqué que le piézomètre -Pz-1 a été détruit lors de travaux initiés par le GPMD. Il doit être reconstruit par le Grand Port Maritime de Dunkerque.

Depuis la visite, une nouvelle campagne d'analyse dans les piézomètres a été réalisée le 30/10/2025 par Flandres-Analyses. Les résultats ont été transmis à l'Inspection par courriel du 07/11/25. Ils mettent en évidence la présence de toluène sur l'ensemble des piézomètres (amont : Pz2, aval: Pz3, PzA', PzB' et PzC) à des concentrations allant de 9,1µg/l à 30 µg/l. Or, ce paramètre avait été mesuré < au seuil de quantification de 1µg/l pour les 2 précédentes campagnes d'analyses.

Cette contamination de la nappe semble liée au stockage dans la fosse 58 des eaux usées de process (fosse déportée couverte reliée à la zone de dépotage de l'acrylonitrile et aux cuves de stockage de ce produit. L'exploitant n'utilise pas d'acrylonitrile sur le site pour le moment). En effet après avoir constaté que la fosse était remplie et qu'un détecteur H2S était présent, l'Inspection avait demandé des explications à l'exploitant qui n'avait pas apporté, en séance, de réponse précise. Par courriel du 07/11/2025, l'exploitant a indiqué que :

- la fosse 58 a été utilisée temporairement pour stocker les eaux issues du process, suite aux difficultés rencontrées pour le démarrage de la station de traitement interne;
- l'étanchéité de la fosse avait été vérifiée et elle avait été isolée de tous les réseaux avant remplissage.

- un suivi hebdomadaire du niveau de la fosse a été réalisé afin de prévenir tout risque de débordement lié aux eaux de pluie ruisselant sur la dalle supérieure;

- via le suivi hebdomadaire, il a été constaté début juin une baisse du niveau de la fosse et ce, sans raison apparente. Ce constat a déclenché la réalisation d'analyses en interne sur l'ensemble des piézomètres du site. Le Pz D, situé à proximité immédiate de la fosse, a révélé des anomalies dans les résultats avec la détection de paramètres représentatifs de l'effluent aqueux du site (présence d'aldéhyde, de toluène, de méthanol, du produit fabriqué...). En conséquence, 3 nouveaux piézomètres (D2, D" et D4) ont été implantés autour de la fosse pour analyses complémentaires et il a été procédé à un décaissement de sable au droit de points singuliers (joint de dilatation et piquages). Les investigations n'ont pas mis en évidence de défaillance directe de la fosse;

- une vidange - environ 200 m<sup>3</sup>- de la fosse a alors commencée mais tout en gardant un niveau d'effluent suffisant pour pouvoir redémarrer la station d'épuration interne.

- un suivi hebdomadaire du niveau de la fosse et des piézomètres a été maintenu et il n'a pas été constatée d'évolution négative.

- une nouvelle campagne d'analyses a été réalisée le 30/10/2025 et a mis en évidence une pollution (cf. constats repris ci-dessus). A noter que les analyses ont été réalisées en interne et externe et il s'avère que des écarts sur les résultats sont constatés, principalement pour le paramètre Toluène. L'exploitant indique la mention "non détecté" pour tous les piézomètres à l'exception du Pz D alors que le laboratoire externe est en mesure de donner un résultat précis (ex. PzA' : résultat Flocryl : ND -non détecté et résultat laboratoire externe : 30 µg/l). **L'Inspection constate que les résultats internes ne semblent donc pas représentatifs de la réalité.** Pour le paramètre DCO mesuré dans le Pz D, un facteur 10 est constaté entre le résultat interne (1410) et le résultat externe (13 400);

- de nouvelles actions sont prévues : vérification du bon isolement de la fosse, décaissement des piquages côté ouest et ouverture de l'ensemble des regards de la zone, investigation du cheminement des tuyauteries enterrées en PEHD, excavations et analyse de sable. Dans le cadre

de ces actions, un fluide chargé en DCO a été retrouvé au niveaux de 2 regards reliés au terminal ferroviaire et à la fosse 58. La vidange progressive de la fosse est également programmée (environ 200 m<sup>3</sup>/semaine) ainsi que l'installation de nouveaux Pz et la réalisation d'analyses hebdomadaires dans les Pz situés à proximité immédiate de la fosse.

Par ailleurs, les résultats d'analyses des prélèvements du 30/10/2025 par Flandres analyses mettent en évidence des profondeurs de prélèvements (= profondeur de soutirage) différentes sans justification de la part de l'exploitant.

Enfin, dans son courriel du 07/11/2025 l'exploitant ne précise pas les mesures qu'il envisage de prendre pour la gestion de cette pollution. Pour rappel, le Pz 2 est à l'extérieur du site et la présence de toluène a été constatée dans ce piézomètre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Remarque 4** : il pourrait être intéressant de présenter les résultats sous forme de graphiques afin de pouvoir suivre plus facilement l'évolution des paramètres dans le temps.

**Demande 8**: Il convient de transmettre sous 15 jours :

- un plan d'implantation de l'ensemble des piézomètres mis en place pour suivre la qualité des eaux souterraines au droit, en amont et en aval de l'établissement,
- de confirmer que le Pz D et D1 sont un seul et même piézomètre,
- de confirmer si l'écoulement d'effluent a pu être arrêté,
- un schéma permettant de localiser de manière sommaire la fuite,
- la justification relative aux profondeurs différentes de prélèvement dans les Pz,
- un échéancier précis des mesures à venir,
- les mesures prises ou prévues pour la gestion de la pollution (pollution des sols et des eaux),
- les résultats d'analyses dans les différents Pz. A noter qu'au regard des différences observées entre les résultats d'analyses réalisées en interne et en externe, il convient de faire réaliser les analyses par un organisme externe.

Par ailleurs, un arrêté préfectoral complémentaire pourra être proposé au préfet pour encadrer les mesures à mettre en place pour la gestion de la pollution.

**Demande 9** : il convient de justifier, sous 1 mois, les écarts obtenus entre les analyses réalisées en interne et les analyses réalisées en externe. Les résultats des mesures comparatives (article 10.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25/04/2022) réalisés pour les matériels d'analyses de l'effluent aqueux seront transmis sous 1 mois.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 15 jours